

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Brochure n° 3151 | Convention collective nationale

IDCC : 1316 | **TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL**

Avenant n° 8 du 2 décembre 2020

à l'accord du 17 novembre 2016
relatif à l'instauration d'un régime professionnel de santé et de prévoyance

NOR : ASET2150368M

IDCC 1316

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

GSOTF ;

HEXOPEE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FS CFTD ;

SNEPAT FO ;

UNSA 3S,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet :

- de réviser, à effet du 1^{er} janvier 2021, les taux des cotisations du régime de prévoyance, fixés par l'avenant n° 6 du 1^{er} juillet 2019 à l'accord du 17 novembre 2016 relatif à l'instauration d'un régime professionnel de santé et de prévoyance, afin d'assurer l'équilibre financier durable du régime géré par les organismes recommandés, et ce conformément à l'article 6 de l'accord du 17 novembre 2016 ;
- de réviser, à effet du 1^{er} janvier 2021, les taux de cotisations du régime « frais de santé » fixés par l'avenant n° 7 du 27 novembre 2019 de l'accord du 17 novembre 2016 afin d'assurer l'équilibre financier durable du régime géré par les organismes recommandés, et ce conformément à l'article 6 de l'accord du 17 novembre 2016.

Article 1^{er} | Fixation des nouveaux taux de cotisation

Les cotisations du régime prévoyance seront appelées, à compter du 1^{er} janvier 2021, par les organismes de prévoyance recommandés, selon la répartition et les taux suivants.

Cotisations du régime obligatoire des non-cadres (personnel ne répondant pas aux définitions des articles 4, 4 bis et 36 de l'annexe I de la convention collective nationale de l'AGIRC de 1947)

Non-cadre justifiant de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise		
	TA	TB
Décès, IAD, allocation obsèques et double effet	0,31 %	0,31 %
Incapacité	0,60 %	0,60 %
Invalidité	1,03 %	1,03 %
Rente éducation et conjoint substitutive	0,18 %	0,18 %
Rente de survie handicap	0,03 %	0,03 %
Total	2,15 %	2,15 %

Cotisations du régime obligatoire des cadres (personnels répondant aux définitions des articles 4, 4 bis et 36 de l'annexe I de la convention collective nationale de l'AGIRC de 1947)

Cadre		
	TA	TB
Décès, IAD, allocation obsèques et double effet	0,94 %	0,92 %
Incapacité	0,42 %	1,25 %
Invalidité	0,83 %	2,00 %
Rente éducation et conjoint substitutive	0,18 %	0,18 %
Rente de survie handicap	0,03 %	0,03 %
Total	2,40 %	4,38 %

Conformément aux dispositions de l'article 3.4 de l'accord du 17 novembre 2016 relatif à la prévoyance complémentaire, les taux de cotisation pourront être révisés chaque année et au plus tard le 31 octobre de l'exercice, sur justification des résultats du régime de prévoyance, pour une prise d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

La participation de l'employeur au régime de prévoyance demeure inchangée. Les cotisations sont précomptées par l'employeur sur le salaire du salarié dans le respect, *a minima*, de la base de la répartition prévue à l'article 3.4 de l'accord du 17 novembre 2016.

Article 2 | Fixation des nouveaux taux de cotisation des garanties « frais de santé »

Afin d'assurer l'équilibre financier durable du régime, les taux des cotisations mentionnés à l'article 2.5.3 de l'accord sont modifiés comme suit :

Régime général	Cotisation mensuelle			
	Base conventionnelle		Option	
	Obligatoire	Facultative	Obligatoire	Facultative
Famille hors conjoint (1)	0,31 % PMSS* + 2,16 % TAB**		+ 0,62 % PMSS*	+ 0,62 % PMSS*

Régime général	Cotisation mensuelle			
	Base conventionnelle		Option	
	Obligatoire	Facultative	Obligatoire	Facultative
Conjoint		1,35 % PMSS*		+ 0,46 % PMSS*
<p>* PMSS : Plafond mensuel de la sécurité sociale.</p> <p>** TAB : tranche A (partie du salaire limité au plafond mensuel de la sécurité sociale) et B (partie du salaire comprise entre le plafond de la tranche A et quatre fois ce plafond) de la rémunération mensuelle brute.</p> <p>(1) Famille hors conjoint : salarié et enfants à charge.</p>				

Régime local	Cotisation mensuelle			
	Base conventionnelle		Option	
	Obligatoire	Facultative	Obligatoire	Facultative
Famille hors conjoint (1)	0,31 % PMSS* + 1,31 % TAB**		+ 0,62 % PMSS*	+ 0,62 % PMSS*
Conjoint		0,81 % PMSS*		+ 0,46 % PMSS*
<p>* PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.</p> <p>** TAB : tranche A (partie du salaire limité au plafond mensuel de la sécurité sociale) et B (partie du salaire comprise entre le plafond de la tranche A et quatre fois ce plafond) de la rémunération mensuelle brute.</p> <p>(1) Famille hors conjoint : salarié et enfants à charge.</p>				

Article 3 | Dispositions relatives à l'entrée en vigueur, au dépôt et à la publicité du présent avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

Il fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail ainsi que d'une demande d'extension.

Il pourra être révisé ou dénoncé dans le respect des dispositions légales. La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail.

L'ensemble des partenaires sociaux peuvent se réunir dans les 3 mois suivant la réception de la notification de la dénonciation afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un accord de substitution. Un accord peut être conclu, y compris avant l'expiration du délai de préavis de 3 mois.

Article 4 | Application de l'avenant aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la nature et de l'objet du présent avenant, les partenaires sociaux confirment ne pas avoir entendu prendre de stipulations spécifiques à l'égard des entreprises de moins de 50 salariés, dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime professionnel de santé et de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective, et ce quelle que soit la taille de leur entreprise.

Le présent avenant s'applique donc à l'ensemble des entreprises visées dans son champ d'application quel que soit leur effectif.

Fait à Paris, le 2 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)